

**OFFICE NATIONAL D'INFORMATION SUR LES ENSEIGNEMENTS ET LES
PROFESSIONS**

**Prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour le
pilotage opérationnel du Programme AVENIR(s) pour les
années 2026 et 2027**

Cahier des clauses administratives particulières
CCAP n° M25-AV-29

SOMMAIRE

ARTICLE 1 OBJET ET FORME DU MARCHÉ	3
ARTICLE 2 DUREE DU MARCHÉ	3
ARTICLE 3 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	3
3.1 Pièces particulières :	3
3.2 Pièces générales :	3
3.3 Disposition particulière	4
ARTICLE 4 REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES	4
ARTICLE 5 CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	4
5.1 Suivi de la prestation	4
5.2 Bons de commande	4
5.3 Délais	4
ARTICLE 6 VERIFICATION ET ADMISSIONS	5
ARTICLE 7 RESPONSABILITE ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE	5
7.1 Obligation de résultat	5
7.2 Personnel du titulaire	5
7.3 Dommages	5
7.4 Assurances	5
7.5 Confidentialité	6
ARTICLE 8 UTILISATION DES RESULTATS – DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE	6
ARTICLE 9 PRIX DU MARCHÉ	6
9.1 Généralités	6
9.2 Mise en œuvre des révisions de prix	6
ARTICLE 10 MODALITES DE REGLEMENT DU MARCHÉ	7
10.1 Avance	7
10.2 Présentation des demandes de paiements	7
10.3 Mode de règlement et délai de paiement	8
ARTICLE 11 RESILIATION DU MARCHÉ	8
ARTICLE 12 PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR	8
ARTICLE 13 ASSURANCES	9
ARTICLE 14 AUTRES DISPOSITIONS	9
14.1 Personnes habilitées à fournir les renseignements prévus à l'article R. 2191-59 du Code de la commande publique	9
14.2 Personnes habilitées	9
14.3 Comptable assignataire des paiements	9
14.4 Litiges	9
14.5 Travail dissimulé	10

ARTICLE 1 OBJET ET FORME DU MARCHE

Le présent marché est un marché passé en en procédure adaptée conformément aux dispositions de l'article R. 2123-1 du Code de la commande publique.

Le marché constitue un accord-cadre qui s'exécute par l'émission de bons de commande, avec un seul opérateur économique attributaire dans les conditions des articles R. 2162-1 à R.2162-6 et R. 2162-13 à R.2162-14 du Code de la commande publique dans la limite de 71 000 € HT maximum sur sa durée d'exécution (toutes reconductions comprises).

Il a pour objet de conseiller la direction de l'établissement dans la réalisation opérationnelle du programme AVENIR(s) pour en assurer la coordination et la mise en œuvre.

Le périmètre nécessite un ensemble de connaissances à la fois fonctionnelles et organisationnelles afin de permettre l'accompagnement efficient de l'Office.

Les prestations attendues du prestataire sont décrites de manière détaillée dans le Cahier des charges techniques particulières (CCTP) du marché.

ARTICLE 2 DUREE DU MARCHE

La durée du marché public est de 1 an à compter de sa date de notification au titulaire et sera renouvelable 1 fois soit une durée totale qui n'excèdera pas deux ans.

En cas de non-reconduction, le représentant du pouvoir adjudicateur notifiera la décision de non-reconduction au titulaire dans les 3 mois précédant la date de reconduction du marché.

ARTICLE 3 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

En dérogation à l'article 4.1 du CCAG/PI, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

3.1 Pièces particulières :

- L'acte d'engagement et son annexe financière ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le cadre de réponse technique (CRT).

Les documents originaux conservés dans les archives de l'Onisep font seuls foi.

3.2 Pièces générales :

Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG/PI), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (NOR : ECOM2106874A), dans sa dernière version en vigueur.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement de l'offre. De manière générale, l'ensemble des normes, et textes législatifs, réglementaires, conventionnels et normatifs applicables aux prestations à fournir, bien que non jointes à la consultation, sont réputées être connues par les candidats

A l'exception du CCAG-PI et des autres textes généraux visés ci-dessus, dont le titulaire est réputé avoir pris connaissance, les exemplaires des documents sont conservés par l'administration et font seuls foi. De plus, l'exemplaire unique ou certificat de cessibilité n'est remis au titulaire que sur demande de sa part.

3.3 Disposition particulière

Les conditions générales de ventes du titulaire ne sont pas applicables au présent marché.

ARTICLE 4 REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES

Sans objet

ARTICLE 5 CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

5.1 Suivi de la prestation

Le titulaire doit désigner, en son sein, un responsable chargé de veiller à l'exécution du marché (directeur de mission). Cette personne devra disposer d'une délégation suffisante permettant de mettre en œuvre sans délai toute mesure qui s'impose.

L'Onisep, pour sa part, informera le titulaire des interlocuteurs en charge du suivi technique de la prestation.

L'exécution des prestations pourra être contrôlée à tout moment par l'Onisep ou les personnes qu'il mandate à cet effet.

5.2 Bons de commande

Les prestations (unités d'œuvre) font l'objet de l'émission de bons de commande successifs valant ordres de service de démarrage des prestations, établis sur la base de l'annexe financière, notifiés au titulaire au fur et à mesure de la survenance des besoins de l'Onisep. Les commandes sont transmises par mail.

Chaque bon de commande précise les prestations à réaliser, les délais d'exécution (date de début et date de livraison) et le montant du bon de commande (Hors Taxes).

Préalablement à une commande le titulaire peut présenter à la demande de l'Onisep, une proposition sous forme de devis. Cette disposition s'applique notamment à titre exceptionnel, pour l'exécution de prestations complémentaires qui entrent dans l'objet du marché mais qui ne sont pas précisées dans l'annexe financière ; dans ce dernier cas, le bon de commande est passé sur la base du devis accepté par l'Onisep.

En dérogation au délai de l'article 3.8.2. du CCAG/PI, lorsque le titulaire estime que les prescriptions du bon de commande appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'Onisep dans un délai de trois jours à compter de la réception du bon de commande.

5.3 Délais

Les délais d'exécution sont mentionnés sur chaque bon de commande.

Prolongation des délais :

Toute difficulté concernant les délais doit être aussitôt signalée, et en tout cas impérativement avant l'expiration du délai contractuel. Une prolongation du délai d'exécution peut être alors accordée par le pouvoir adjudicateur au titulaire dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG/PI.

Pénalités de retard :

En cas de non-respect de ses engagements et des délais stipulés ci-dessus, le titulaire pourra se voir appliquer des pénalités conformément aux dispositions de l'article 14 du CCAG/PI.

ARTICLE 6 VERIFICATION ET ADMISSIONS

Les opérations de vérification et d'admission sont effectuées conformément aux dispositions du chapitre 6 du CCAG/PI.

L'Onisep dispose de 15 jours ouvrés pour notifier au titulaire sa décision d'ajournement, d'admission, de réfaction ou de rejet par dérogation à l'article 26.2 du CCAG/PI.

Passé ce délai, en l'absence de décision expresse, l'admission est réputée acquise.

ARTICLE 7 RESPONSABILITE ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE

7.1 Obligation de résultat

Le titulaire est soumis à une **obligation de résultat** pour la réalisation de l'ensemble de ses prestations.

Il réalise les prestations convenues conformément aux règles de l'art. Il s'engage notamment à :

- informer régulièrement l'Onisep sur l'état d'avancement des prestations.
- respecter le calendrier de réalisation des prestations convenu.

Le titulaire est responsable des fichiers, données, programmes ou tout autre document qui lui seraient confiés. Il s'en interdit tout usage sans l'autorisation expresse de l'Onisep.

7.2 Personnel du titulaire

Pendant l'exécution de la prestation, le titulaire est responsable de son personnel en toute circonstance et pour quelque cause que ce soit.

Les préposés du titulaire affectés à la réalisation de la prestation resteront placés sous son autorité et sous sa responsabilité exclusive.

Ces personnels resteront à tout moment les préposés du titulaire sur lesquels ce dernier assumera seul et directement, par les moyens de son choix et sous sa responsabilité, la direction, l'encadrement, la discipline et la formation.

7.3 Dommages

Le titulaire du marché est responsable des accidents survenus par le fait de son personnel, ainsi que des vols qui pourraient être commis par ses employés.

Il est responsable des dommages que ses employés peuvent causer directement ou indirectement :

- aux personnels de l'Onisep ou à des tiers,
- aux biens appartenant à l'Onisep ou à des tiers.

7.4 Assurances

Dans le cadre de son activité, objet du présent marché, le titulaire atteste de sa couverture par la souscription d'une police d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile susceptible d'être engagée pour les dommages matériels et corporels.

Il s'engage, sur toute demande faite par les services de l'Onisep par lettre recommandée avec avis de réception postal ou en cas de modification des conditions de sa police d'assurance, à communiquer une

attestation de souscription de la police d'assurance en cours de validité.

A défaut de production dans un délai de 15 jours ouvrés (comptés à partir de la réception de la demande), le marché pourra être résilié pour faute, conformément à l'article 9 du CCAG/PI.

7.5 Confidentialité

Le titulaire du marché est astreint à une obligation de confidentialité, notamment à l'égard de tout tiers extérieur à l'Onisep, pour toutes les opérations qui lui sont confiées.

Les données contenues dans les supports et documents utilisés sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal), il en va de même pour toutes les données dont le titulaire prend connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché.

Il s'engage à n'utiliser et à ne divulguer à des tiers aucun fait, information, connaissance, document ou autre dont il aurait reçu communication ou pris connaissance à l'occasion de l'exécution du marché, ainsi qu'aucun résultat de ses travaux.

Ces obligations persisteront après l'exécution du marché. Ces obligations s'imposent également au personnel du titulaire ayant eu accès aux informations traitées.

Le non-respect de ces obligations, indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, pourra autoriser l'Onisep à résilier le marché pour faute conformément à l'article 42 du CCAG/PI.

ARTICLE 8 UTILISATION DES RESULTATS – DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE

L'utilisation des résultats précisant les droits respectifs du pouvoir adjudicateur et du titulaire est définie à aux articles 32 à 35 du CCAP/PI.

Le titulaire cède à l'Onisep ses droits de propriété intellectuelle sur les résultats des prestations décrites dans le marché en vue de leur exploitation sur tout support, dans le monde entier et pour toute la durée légale de protection des droits de propriété intellectuelle.

ARTICLE 9 PRIX DU MARCHE

9.1 Généralités

Les prix mentionnés dans l'annexe financière à l'acte d'engagement sont des prix unitaires révisables par unités d'œuvre.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement les fournitures et prestations. Ils comprennent les frais annexes engagés par le titulaire pour l'exécution de la prestation.

9.2 Mise en œuvre des révisions de prix

Pour la première année d'exécution, le marché est passé à prix fermes.

Pour les périodes suivantes, à la demande expresse du titulaire, les prix seront révisés à date anniversaire sur la base des tarifs que le titulaire applique à l'ensemble de sa clientèle (affecté le cas échéant du taux de remise du marché).

La révision des prix intervient sur initiative du titulaire 1 mois avant la date anniversaire du marché, qui adresse à l'Onisep – service des achats – les éléments retenus pour la révision et calcule les nouveaux prix applicables.

Dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande, l'Onisep notifie au titulaire sa réponse validant ou infirmant le calcul effectué. Passé ce délai de 15 jours, en l'absence de réponse de l'Onisep, la décision de révision est considérée comme acquise à titre provisoire ; le cas échéant en cas d'erreur avérée dans la mise en œuvre de la révision, l'Onisep procède ultérieurement à la rectification du calcul et adresse au titulaire la nouvelle base de révision. Le titulaire procède le cas échéant, après acceptation, à la régularisation des sommes en trop perçu, ou à l'émission d'une facture complémentaire. Les commandes notifiées avant la mise en œuvre de la révision des prix s'exécutent et feront l'objet d'une facturation aux conditions tarifaires en vigueur à leur date de notification.

Clause de sauvegarde :

En cas de hausse excédant de plus de 3% les conditions précédentes, l'Onisep se réserve la faculté, soit de limiter cette hausse à 3% soit de résilier la partie du marché concernée sans que le titulaire, en dérogation aux dispositions de l'article 36 du CCAG/PI, puisse prétendre à indemnité.

ARTICLE 10 MODALITES DE REGLEMENT DU MARCHE

10.1 Avance

Sauf renonciation de la titulaire exprimée à l'acte d'engagement, une avance peut être accordée au titulaire conformément aux dispositions de l'article R. 2191-16 du Code de la commande publique. Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

10.2 Présentation des demandes de paiements

Les factures sont adressées **mensuellement** et sont établies sur la base des prix du BPU tels qu'ils figurent dans l'annexe financière du titulaire.

Les factures et autres demandes de paiement devront obligatoirement être déposées sur la plateforme CHORUS. : <https://www.chorus-pro.gouv.fr/>

Les mentions à faire figurer sur des factures sont les suivantes :

N° DE SIRET : 180 043 028 00653,

CODE SERVICE : SFACT,

Numéro d'engagement (ou à défaut le destinataire de la prestation à l'identique de ce qui apparaît sur les factures).

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations suivant les règles de la TVA intracommunautaire.

Numéro d'identification de TVA intracommunautaire de l'Onisep : FR 2B 1800 430 28

Le cas échéant, le titulaire transmet à l'Onisep le nom et les coordonnées de son représentant fiscal en France.

➤ Mentions obligatoires d'identification :

- Le nom ou la raison sociale du créancier ;
- Le cas échéant, référence de l'inscription au répertoire du commerce ou au répertoire des métiers ;
- Le cas échéant, numéro de SIREN ou de SIRET ;

➤ Eléments concernant la prestation facturée :

- Le numéro du marché, le cas échéant la référence du bon de commande ;
- Le montant total HT des prestations facturées ;

- Les taux et les montants de TVA applicables ;
- Le cas échéant, mention des précomptes ;
- Le montant total TTC.

➤ Mentions facultatives :

- Mention claire et lisible de la domiciliation du fournisseur, dans le corps de la facture ;
- Les références de compte bancaire ou postal complet tel qu'il figure à l'acte d'engagement (code établissement, code guichet, numéro de compte, clé RIB ou RIP).

10.3 Mode de règlement et délai de paiement

Les prestations objet du marché seront rémunérées, dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique, par virement sur le compte indiqué par le titulaire dans l'acte d'engagement.

Pour procéder au paiement des sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitants de premier rang éventuel(s), l'Onisep dispose d'un délai de 30 jours maximum à compter de la date de réception des demandes de paiement, sous réserve que les prestations aient été admises.

Intérêts moratoires :

Lorsqu'il est imputable à l'Onisep, le défaut du paiement dans le délai de 30 jours fait courir, de plein droit et sans autre formalité, au bénéfice du titulaire, des intérêts moratoires calculés conformément aux règles en vigueur.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de sept points.

ARTICLE 11 RESILIATION DU MARCHE

Qu'il y ait faute ou non du titulaire, le marché pourra être résilié suivant les dispositions du chapitre 7 du CCAG/PI.

En cas d'inexécution par le titulaire du marché d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, ou en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire, dans les conditions de l'article 27 du CCAG/PI.

La résiliation par faute du titulaire est assortie d'une mise en demeure de 15 jours.

ARTICLE 12 PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci :

- les documents attestant qu'il est en règle du paiement de ses cotisations sociales (attestations datant de moins de six mois), en application des articles D.8222-5 ou D.8222-7 du Code du travail,
- la liste des salariés étrangers, en application des articles D.8254-2 à D.8254-5 du Code du travail qui mentionnera, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation du travail.

Afin de simplifier et de sécuriser les démarches administratives du titulaire, les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition,

gratuitement, par l'ONISEP – service Achats, à l'adresse suivante :

<https://declarants.e-attestations.com>

Pour ce faire, le moment venu, le titulaire se verra adresser une clé d'identification pour accéder à cette plate-forme, y déposer les documents nécessaires et suivre leurs mises à jour. L'ONISEP n'acceptera donc pas d'autres modes de transmission des pièces précitées. »

Si le titulaire n'est pas en règle avec ces obligations, le marché est résilié dans les conditions prévues à l'article 11 du présent document.

ARTICLE 13 ASSURANCES

Dans le cadre de son activité, objet du présent marché, le titulaire atteste de sa couverture par la souscription d'une police d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile susceptible d'être engagée pour les dommages matériels et corporels.

Il s'engage, sur toute demande faite par les services de l'Onisep par lettre recommandée avec accusé de réception postal ou en cas de modification des conditions de sa police d'assurance, à communiquer une attestation de souscription de la police d'assurance en cours de validité.

A défaut de production dans un délai de 15 jours ouvrés (comptés à partir de la réception de la demande), le marché pourra être résilié, conformément à l'article 39 du CCAG/FCS.

ARTICLE 14 AUTRES DISPOSITIONS

14.1 Personnes habilitées à fournir les renseignements prévus à l'article R. 2191-59 du Code de la commande publique

La Directrice générale par intérim de l'Onisep
12 mail Barthélemy-Thimonnier
CS 10450 Lognes
77437 Marne-la-Vallée cedex 2

14.2 Personnes habilitées

Les représentants du pouvoir adjudicateur, désignés au titre de l'article 3.3 du CCAG/PI, sont :

- La Directrice générale par intérim de l'Onisep ;
- La Directrice adjointe ;
- La Secrétaire générale ;

14.3 Comptable assignataire des paiements

Monsieur l'agent comptable de l'Onisep
12 mail Barthélemy-Thimonnier
Lognes
77437 Marne-la-Vallée cedex 2

Dans le cadre d'un nantissement ou d'une cession de créance, l'exemplaire unique du marché devra être produit par l'établissement de crédit sollicité, entre les mains du seul comptable principal.

14.4 Litiges

Le tribunal administratif de Melun est seul compétent pour connaître d'éventuels litiges nés de l'exécution

ou de l'interprétation de ce marché, conformément aux règles de compétence en la matière.

14.5 Travail dissimulé

En application de l'article L8222-6 du Code du travail, le titulaire encourt une pénalité de 5% du montant annuel HT du marché s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du Code du travail.

Cette pénalité s'applique selon les modalités décrites à l'article L8222-6 du Code du travail.

ARTICLE 15 DEROGATIONS

L'article 3 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG/PI sur l'ordre de priorité des pièces contractuelles.

L'article 5.2 du CCAP déroge à l'article 3.8.2 du CCAG/PI sur l'émission des bons de commande.

L'article 6 du CCAP déroge à l'article 28.2 du CCAG/PI sur la vérification et l'admission.

L'article 9.2 du CCAP déroge aux dispositions de l'article 36 du CCAG/PI sur la clause de sauvegarde.